



Pour la construction d'une culture de la coopération

Pour Philippe Meirieu, pédagogue et écrivain engagé, « la coopération est au cœur de toute véritable éducation ». Mais comment dépasser les oppositions qui la caractérisent et répondre aux exigences rigoureuses qu'induit sa mise en œuvre dans la classe ? En construisant une culture de la coopération ! Par quels moyens ? La réponse dans cet article.

Il existe plusieurs définitions de la coopération en situation scolaire. Sans doute la plus rigoureuse et la plus exigeante est-elle celle qui affirme que c'est « une situation pédagogique où la réussite de chacun contribue à celle de tous et où la réussite de tous contribue à celle de chacun ». Et, dès lors qu'on se fixe cet objectif, on doit garantir que l'investissement de chaque personne dans une activité commune contribue, indissociablement, au succès du collectif et au progrès de la personne. Ainsi définie, la coopération échappe, tout à la fois, à la dérive économique de la division du travail – où le primat de la réussite de tous impose la spécialisation de chacun et la marginalisation des moins compétents – ainsi qu'à la dérive fusionnelle de la réconciliation symbolique – où le plaisir de chacun et de tous l'emporte sur toute forme de progrès, individuel ou collectif. Elle permet d'éviter – ou, tout au moins, de limiter – les phénomènes de domination cognitive ou affective – celle de l'ingénieur manager comme celle du chef charismatique – et d'expérimenter une forme d'interaction sociale que les psychologues sociaux nomment « groupe homogène » et qui peut être considérée comme la mise en œuvre d'une solidarité effective.



Philippe Meirieu,
pédagogue et professeur émérite
à l'université Lumière-Lyon-II

La coopération : un enjeu cognitif et social

À ce titre, la coopération constitue, tout à la fois, une « méthode d'apprentissage » et une « formation citoyenne » : elle est un outil au service du dépassement individuel et un efficace contre-poison à toutes les formes de concurrence individualiste. Elle associe des objectifs cognitifs et des finalités sociétales. Elle affirme, tout à la fois, la valeur de l'émancipation par les savoirs et celle de la construction du commun par les échanges réciproques... Mais, en raison même de son ambition et parce qu'elle fonctionne à contresens au regard de la quasi-totalité des regroupements sociétaux d'aujourd'hui, la coopération scolaire exige une vigilance particulière : elle n'est en rien spontanée

et elle est toujours menacée de retomber dans la division du travail ou dans la jouissance groupale, dans la logique de l'atelier qui doit produire ou dans celle de la famille ou du groupe d'amis où l'on cherche avant tout à être bien ensemble. C'est pourquoi la pratique de la coopération scolaire requiert, en réalité, un travail de régulation continue de la part du maître et, pour aller jusqu'au bout, un travail métacognitif de la part des élèves eux-mêmes.

Comment mettre en œuvre aussi bien le premier que le second ? Peut-être pouvons-nous, pour répondre à cette question, faire un détour hors du champ scolaire et regarder ce que les militants de la coopération – dans les domaines politique et syndical – ont identifié comme conditions de la coopération. On connaît, bien sûr, la formule de Louis Blanc souvent utilisée pour définir la « société communiste idéale » – « de chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins » –, mais on ne prend pas souvent la mesure de son ambition : considérer, toujours et en même temps, la personne comme une ressource au sein du collectif et comme un sujet à la sécurité et au développement duquel le collectif doit contribuer. La même perspective sera reprise et développée par Pierre Kropotkine qui explique que « l'unité de base de la société humaine » – la « commune » – doit être conçue, simultanément, comme une structure de redistribution qui répond aux besoins de toutes et tous et comme une structure d'entraide où chacun et chacune doit se mobiliser au service des autres⁽¹⁾. Plus concrètement, les témoignages sur la communauté ouvrière Boimondau à Valence, fondée par l'industriel Marcel Barbu et le philosophe Henri Desroche⁽²⁾, montrent que la construction d'une culture de la coopération suppose une double attention constante à ce que chacun peut apporter au collectif et à ce que le collectif peut apporter à chacun. Si l'on s'en tient au premier aspect – les personnes considérées comme ressources –, on



entérine les inégalités et on risque de voir se développer des formes ouvertes ou insidieuses de domination liées à la hiérarchie supposée des compétences. Si l'on se cantonne au second volet – les personnes considérées sous l'angle de leurs besoins –, on les enferme dans leur statut de personnes en difficulté, dépendantes et soumises, qui n'ont rien à apporter aux autres.

Cette description éclaire d'un jour particulièrement intéressant les pratiques pédagogiques et les modes de regroupement scolaire. Elle permet aussi de relire, de façon originale, les propositions militantes centrées sur la « *pédagogie de projet* » ainsi que les prescriptions institutionnelles de groupes « *de niveau* » ou « *de besoin* ». D'un côté, en référence à l'éducation nouvelle et aux méthodes actives, on cherche à mobiliser les personnes en les impliquant dans une construction collective gratifiante (un journal, une pièce de théâtre, une exposition, un voyage, etc.), avec la recherche inévitable de l'efficacité et le risque de la division du travail en fonction des compétences et des motivations préexistantes ou des rôles investis (concepteur, exécutant, chômeur ou gêneur). D'un autre côté, avec la volonté affichée de trier pour mieux aider, on se propose d'identifier les déficits ou les dysfonctionnements, de diagnostiquer les manques et d'organiser des remédiations adaptées... avec le danger bien connu de stigmatisation, de réduction des personnes au diagnostic que l'on porte sur elles, d'essentialisation des sujets et de nivellement par le bas.

Une coopération toujours à réinstaurer

C'est pourquoi il est essentiel de dépasser cette opposition en construisant une véritable culture de la coopération. On peut, pour cela, utiliser différents dispositifs, mais en croisant systématiquement les ressources et les besoins de chacun et de tous : Léo est un bon dessinateur mais il est



Éducation : rallumons les Lumières !

aux éditions de l'Aube, août 2024.

Né d'une profonde indignation face aux politiques éducatives actuelles, cet ouvrage propose une analyse critique et des alternatives inspirées du Plan Langevin-Wallon et des principes philosophiques d'éducation prônés par les Lumières. Convaincu de l'éducabilité de tous, Philippe Meirieu appelle à abandonner les modèles de sélection, de répression et d'exclusion et plaide en faveur d'une vision humaniste et optimiste des politiques éducatives.

timide et a besoin d'apprendre à s'exprimer devant le groupe ; Mériem maîtrise bien l'orthographe grammaticale mais panique dès qu'elle est en face d'une expérimentation scientifique ; Jules est passionné par les papillons mais peine sur la proportionnalité... En stabilisant régulièrement ainsi le tableau des ressources et besoins avec les élèves – et en l'affichant aux yeux de toutes et tous –, on dispose alors d'un tableau de bord particulièrement précieux pour l'organisation des activités coopératives dans leur diversité (activités d'entraide ponctuelle ou à plus long terme – monitorat, tutorat –, activités qui mobilisent les ressources des uns et des autres dans un projet collectif...), mais à condition que, symétriquement, toutes et tous soient conscients des besoins de chacun et chacune et que des activités particulières – ateliers, groupes ciblés, plans de travail – soient mises en place pour y répondre, sans être jamais figées.

Ainsi s'encastrent, dans le fonctionnement quotidien de la classe, des dispositifs d'apprentissage qui n'enferment jamais personne, ni dans des compétences, ni dans des déficits. Ils permettent que toutes et tous soient mobilisés, autant pour exploiter les unes que pour combler les autres.

Ainsi, aussi, se met en place progressivement une structure en puzzle où la complémentarité des personnes, régulée par des temps de métacognition ou dans le cadre des réunions du conseil, favorise le progrès de chacune et chacun grâce à la solidarité de toutes et tous. Ce principe peut, d'ailleurs, être objectivé régulièrement par la pratique effective de la classe puzzle : là, sur une séquence donnée, on s'assure de la maîtrise individuelle de connaissances (par un travail individuel préalable et son renforcement dans des groupes d'experts temporaires) qui devront être mises en commun afin de réaliser une tâche qui les requiert toutes et à l'occasion de laquelle les sujets s'approprient un même objectif⁽³⁾. En effet, la classe puzzle peut être considérée comme une forme pure de la coopération. C'est un dispositif qui garantit, par sa structure même, que la réussite de chacun contribue à celle de tous et que celle de tous contribue à celle de chacun... Si un tel dispositif ne peut pas être mis en œuvre systématiquement sur tous les sujets, sa pratique permet de faire apparaître ce qui fonde et structure une véritable culture de la coopération sous sa forme la plus saillante.

De plus, qui dit culture dit également acculturation : intériorisation et appropriation progressive par toutes et tous de l'exigence qui la fonde. Transfert progressif de l'exigence extérieure, celle du maître, vers l'exigence intérieure qui donne à chacun et chacune le pouvoir et la possibilité effective de s'investir dans un effort collectif d'amélioration. Qui dit culture rompt clairement avec le behaviorisme latent de la plupart des pratiques scolaires, qui se contentent de contrôler sur le moment les comportements pour juger de leur pertinence. Qui dit culture dit ainsi inscription durable et démarche assumée, qui dépasse la simple capacité d'obéir pour accéder à la capacité d'incarner soi-même, ailleurs et autrement, ce dont on aura pu juger du bien-fondé.



Voyage au cœur
des associations OCCE

Faire vivre la coopération à l'école !

Regards des compagnons de route de l'OCCE

➔ Car, n'en doutons pas, la coopération n'est jamais définitivement instituée. On se leurre en imaginant qu'elle peut être mise en place et fonctionner une bonne fois pour toutes dès lors qu'on en a donné les principes et organisé le fonctionnement. La coopération ne s'impose ni à travers des injonctions moralisatrices, ni à travers des consignes autoritaires, aussi précises soient-elles. La coopération est inséparable de l'effort pour la faire advenir et du travail, intellectuel et citoyen à la fois, pour en comprendre les exigences et en améliorer sans cesse la démarche au quotidien.

C'est pourquoi la coopération est au cœur de toute véritable éducation. Loin des injonctions institutionnelles, qui font du tri des élèves l'alpha et l'oméga de l'école, elle est porteuse tout à la fois d'émancipation et de solidarité : d'émancipation parce qu'elle a le souci constant du dépassement de chacun et chacune ; de solidarité parce que ce dépassement s'inscrit dans un collectif où la réussite des uns n'est pas gagée sur l'échec des autres ; et d'émancipation et de solidarité en même temps, donc, comme y invitait déjà Condorcet quand il définissait le projet d'une école authentiquement républicaine⁽⁴⁾. Qui dit mieux ?

Philippe Meirieu,

pédagogue et professeur émérite à
l'université Lumière-Lyon-II

1. Pierre Kropotkine, *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, Nada, 2020.
2. Voir Henri Desroches et Louis-Joseph Lerbet, *La Communauté Boimondau – Économie et Humanisme*, 1944 et Michel Chaudy, *Former des hommes libres – Boimondau et les communautés de travail à Valence*, éditions Repas, 2008.
3. Voir Philippe Meirieu, *Dictionnaire inattendu de pédagogie*, ESF Sciences humaines, 2021, article « Puzzle ».
4. Voir Philippe Meirieu, *Éducation : rallumons les Lumières !*, éditions de l'Aube, 2024.